

Impôt sur le revenu

les importations de fromage, mais on les a laissées aller jusqu'à 50 millions de livres avant de bouger, et là on nous dit, cette année, qu'on va probablement freiner ces importations. Du même coup, on réduisait la possibilité de production des producteurs de lait.

On a accepté sans dire un mot la concurrence de la Communauté économique européenne sur la poudre de lait et on a justifié qu'on ne pouvait contester et qu'on ne pouvait jouer d'égal à égal avec la CEE, sachant très bien, monsieur l'Orateur, que le premier ministre (M. Trudeau), environ au même moment, négociait certaines petites ententes économiques avec la CEE, peu importe si ce sont les producteurs de lait qui devaient en payer le coût. Cela n'est pas connu. C'est cela le problème qui s'est posé. Je pense que le député de Longueuil (M. Olivier) n'est pas tellement au courant de cette chose-là. Le député de Berthier-Maskinongé (M. Yanakis) est sûrement au courant de cela. Je sais que le député de Compton (M. Tessier) en a parlé. Il n'a pas eu l'oreille attentive de ses collègues, mais on a vu cela dans les journaux récemment que le député de Compton n'était pas satisfait de la façon dont le gouvernement s'était comporté. Donc on a préféré se laisser concurrencer par la CEE et peu importe encore ceux qui allaient en payer le coût.

Mais le gouvernement a refusé de prendre ses responsabilités et d'aider les producteurs de lait en disposant de crédits supplémentaires et de faire face à cette concurrence pour protéger une industrie canadienne. Et ce fut l'absence de courage dans combien de domaines? Le député de Beauce (M. Caron) est au courant. Il y en a des producteurs de lait chez lui qui ne sont pas heureux, monsieur l'Orateur.

J'ai hâte que le député de Beauce parle à la Chambre et qu'il ait le courage de condamner l'absence de mesures suffisantes pour sauver l'industrie laitière, non seulement au Québec mais à l'intérieur du pays.

● (2207)

On parle encore d'importation de beurre. Alors, monsieur l'Orateur, ce sont ces choses-là qui nous obligent à prendre la parole à la Chambre et à demander au gouvernement de comprendre. Au moment où je parle, je suis sûr que dans la circonscription de Beauce et dans d'autres circonscriptions c'est la même chose, les producteurs de lait—le député de Beauce, monsieur l'Orateur, aime mieux promettre des prisons dans sa circonscription pour 1979, mais cela va arriver en 1989 apparemment. De toute façon, dans la conjoncture actuelle, dans ma circonscription il y a plusieurs producteurs de lait qui ont rempli leur quota, qui ne savent que faire d'ici le mois d'avril, et le gouvernement refuse totalement de les écouter pour le moment. Non, il va les laisser. Il en est crevé de 5,000 à 6,000 il y a une couple d'années passées. Il va en crever encore, monsieur l'Orateur, mais cela n'indispose en rien le gouvernement.

J'ai eu l'occasion de parler au président de la Commission canadienne du lait et au ministre de l'Agriculture (M. Whelan). En avril prochain, on regardera ce qu'on fera, mais d'ici avril, sans aucun doute des producteurs de lait, chez nous en Ontario, seront obligés de laisser le marché. On n'a pas encore assez de chômeurs. C'est cela la position: le refus. Des gens s'amuse avec cela. Le député de Montréal-Bourassa (M. Trudel) trouve peut-être cela drôle, mais lorsque les députés libéraux n'auront plus de lait ou qu'ils n'auront plus de

quoi se mettre sous la dent et que les tripes leur feront mal, monsieur l'Orateur, ils comprendront peut-être l'importance de laisser aux producteurs des revenus convenables.

M. Blais: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. L'honorable ministre des Postes invoque le Règlement.

M. Blais: Je suis parfaitement conscient du fait que le montant d'expertise du député ne s'étend pas beaucoup et qu'il aime parler d'agriculture de façon assez générale, mais je me demandais s'il pourrait nous indiquer, vu que nous sommes à l'étude du bill C-11, si un article de ce bill lui permettrait d'avancer toutes ces choses?

M. La Salle: Monsieur l'Orateur, ce bill parle de disposition visant à aider le Canada à «restabiliser» ou à restaurer son économie. Je parle d'une absence dans ce bill, moi . . .

Une voix: Ah!

M. La Salle: Ah non, on s'en fout. Il ne faudrait pas . . . Il faudrait que j'accepte les crédits offerts ou présentés par le ministre des Finances, que je fasse complètement abstraction d'un domaine très important du point de vue économique pour ma circonscription ainsi que pour l'agriculture canadienne.

● (2212)

Cela n'intéresse pas le ministre des Postes (M. Blais). Mais, ce n'est pas possible, car je connais trop le ministre des Postes pour croire qu'il ne s'intéresse pas à un secteur aussi important pour l'économie agricole de notre pays. Je dénonce, je déplore et je regrette cette absence de crédits suffisants que le ministre des Finances aurait pu nous présenter alors que je parle de l'urgence de la situation actuelle pour nos producteurs laitiers. J'aimerais bien que nos députés du Québec en parlent autant, qu'ils en parlent un peu plus. Monsieur l'Orateur, dans ma circonscription, par exemple, nous avons connu des difficultés dans une usine de textile. De même dans la circonscription de Berthier, il y a eu de petits problèmes.

Le ministre des Finances en a souvent parlé, et récemment encore, et on l'a applaudi parce que l'automne dernier il avait présenté une mesure pour, peut-être, sauver les 200,000 personnes qui restent. Cependant, il ne faudrait pas parler des 600,000 travailleurs qui ont dû quitter cette industrie depuis quelques années. De cela on n'en parle pas. On va peut-être sauver les 200,000 travailleurs qui y restent, mais de cela il n'y a rien de certain.

M. Jacques Olivier (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Monsieur l'Orateur . . .

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre! L'honorable député de Longueuil invoque le Règlement.

M. Olivier: Monsieur le président, je m'excuse d'interrompre l'honorable député de Joliette mais je pense qu'il faudrait prendre garde de ne pas induire la Chambre en erreur. Il vient de dire, premièrement, qu'environ 600,000 personnes ont quitté les fermes. Deuxièmement, il dit que le gouvernement n'a jamais rien fait, alors que s'il examine ce que le gouvernement a proposé, il s'agit d'une somme d'environ 600 millions de dollars.

Or, les gens de la ville de Montréal, comme le député l'a dit, paient pour les habitants qu'il défend actuellement. Il ne doit pas perdre cela de vue non plus . . .